

# Perspectives de l'environnement à l'horizon 2050

10 mai 2012

*Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050* est un exercice de projection sur les questions d'environnement au niveau mondial, réalisé par l'OCDE et l'[Agence néerlandaise de l'environnement](#). Il offre un **panorama large des principales tendances** en cours et des conséquences de leur prolongement pour **4 grands enjeux environnementaux : changement climatique, biodiversité, ressource en eau et liens santé/environnement**.



Le **scénario tendanciel** anticipe en effet une population mondiale de 9 milliards d'individus à l'horizon 2050, marquée par le vieillissement (un quart de la population des pays de l'OCDE aura plus de 65 ans) et la croissance urbaine (70% de la population mondiale vivront en ville). Le PIB mondial serait multiplié par 4 au cours des 40 prochaines années, la demande en énergie augmenterait de 80% et serait d'origine fossile à 85%. Les émissions de gaz à effet de serre augmenteraient de 50%, conduisant à une élévation de la température moyenne du globe comprise entre +3°C et +6°C à la fin du siècle. L'érosion de la biodiversité se poursuivrait à un rythme soutenu, en particulier avec une diminution de 13% des forêts primaires. Près de 40% de la population mondiale vivraient en 2050 dans des zones soumises à des contraintes hydriques sévères et 1,4 milliard d'individus seraient privés d'accès aux moyens d'hygiène de base. La pollution de l'air deviendrait la principale cause de mortalité prématurée à l'échelle globale. Le rapport conclut ainsi à une dégradation continue et dangereuse de l'environnement au cours de la première moitié du XXI<sup>e</sup> siècle en l'absence d'action urgente et globale et au risque que certains seuils de dégradation soient franchis, conduisant à des dommages irréversibles ou à des atteintes graves aux conditions de vie et de développement des sociétés.

La deuxième moitié du rapport est consacrée aux **outils de politiques publiques** permettant d'infléchir les tendances en cours. Le rapport souligne la **nécessité d'une approche globale**, pro-active et mobilisant de manière cohérente plusieurs types d'outils. Une première série de leviers tourne autour de l'**internalisation des dommages à l'environnement** (taxes et quotas) et de la **valorisation économique des services environnementaux**.

En complément, le rapport plaide pour la mobilisation d'**outils normatifs et de standards** (efficacité énergétique, droit du sol, normes d'émissions de

polluants) et la **réduction des subventions dommageables à l'environnement** (subventions aux énergies fossiles par exemple). Les politiques publiques devraient également encourager le développement et la diffusion de **technologies propres** ainsi que l'évolution des comportements de consommation. La cohérence de l'action publique est particulièrement pointée comme un défi et une condition de réussite pour une véritable transition environnementale, qu'il s'agisse de la cohérence entre outils, entre secteurs économiques ou entre pays.

Source : [OCDE](#)

*Julien Vert, Centre d'études et de prospective*